

Canadians have an interest in understanding this complex decision-making process for two principal reasons: to better assess American policies towards Canada, and to judge at what points a Canadian "in-put" can be injected with maximum effect and with a minimal risk of being accused of meddling in American affairs.

An accurate assessment of Canada's influence in Washington must take into account the fact—albeit frustrating for Canadians—that while relations between the two governments are continuous, multifarious and multidimensional, they loom much larger in the eyes of Canadian policy-makers than in those of Americans. In other words, what the United States government does in the field of foreign and domestic policy is often of very direct concern to Canadians; Canadian actions, and even Canadian-American relations as a whole, are likely to be of much less concern to the United States. For United States policy planners, global Canadian views, with the exception of matters specifically related to Canada, must be weighed in conjunction with those of many other national viewpoints that pour into the Department of States in a steady flow. Since most administrators deal with crisis situations first when they arrive in their office each morning, and since most of the crises that the United States has to deal with occur relatively far away from Canada—Canada is a "non-crisis area"—it follows that the Canadian viewpoint on matters not related exclusively to Canada is unlikely to receive the highest priority.

This point was well illustrated during the first hours of the Korean war in June 1950. On that occasion, news of the North Korean invasion of South Korea reached Ottawa and Washington late in the evening of June 29, Eastern Standard Time. State Department officials went on a 24 hour a day vigil, and by early morning they had decided to send in American troops stationed in Japan. A statement to that effect was prepared for President Truman. Shortly before the speech was to be delivered, urgent Canadian representations were received, appealing to the Americans not to announce such action until the United Nations Security Council had met, and had passed a resolution providing a United Nations' cloak for the operation. The Canadian advice was not taken, and some Canadians involved were led to comment with acerbity on the unwillingness of the Americans to heed their views. The incident has even been cited as an illustration of the inefficacy of "quiet diplomacy".

Il y a deux raisons pour lesquelles les Canadiens ont intérêt à comprendre ce processus compliqué de prise de décisions: c'est pour pouvoir mieux évaluer les politiques américaines à l'égard du Canada et afin de pouvoir juger jusqu'à quel point il est possible d'injecter une note canadienne avec le meilleur résultat et avec le moins de risque possible de se faire accuser d'ingérence dans les affaires des États-Unis.

Une évaluation précise de l'influence du Canada à Washington doit tenir compte du fait, si exaspérant soit-il pour les Canadiens, que, bien que les relations entre les deux gouvernements soient continues, variées et multidimensionnelles, elles ont une plus grande importance pour les dirigeants canadiens que pour les dirigeants américains. En d'autres termes, les gestes que le gouvernement américain pose dans le domaine des relations extérieures et domestiques ont souvent une portée directe sur la vie des Canadiens; d'autre part, les gestes canadiens et même les relations canado-américaines en général ont moins d'importance, semble-t-il, aux yeux des États-Unis. Du point de vue des planificateurs de la politique américaine, les vues d'ensemble du Canada, à l'exception de celles qui portent sur des questions qui se rapportent particulièrement au Canada, sont prises en considération en même temps que le sont celles de nombreux autres pays qui arrivent en flot ininterrompu au Secrétariat d'État. Comme la plupart des hauts fonctionnaires traitent d'abord des situations urgentes en arrivant chaque matin à leur bureau et comme la plupart des situations critiques dont les États-Unis sont saisis se produisent passablement loin du Canada, Le Canada étant une région non critique, il s'ensuit que le point de vue canadien sur des questions qui n'ont pas trait exclusivement au Canada ne jouira pas de la plus haute priorité.

On a eu une bonne illustration de cette situation au cours des premières heures de la guerre de Corée, au mois de juin 1950. A cette occasion, les nouvelles de l'invasion de la Corée du Sud par les troupes de la Corée du Nord parvinrent à Ottawa et à Washington tard dans la soirée du 29 juin, heure normale de l'Est. Les fonctionnaires du Secrétariat d'État demeurèrent à leur poste pendant 24 heures et, de bonne heure le matin suivant, ils avaient décidé de dépêcher en Corée des troupes américaines stationnées au Japon. Une déclaration à cet effet fut rédigée pour le président Truman. De pressantes «représentations» du Canada furent reçues peu de temps avant que la déclaration ne fût lue. Dans ce document, on demandait que les Américains ne rendent pas publique leur déclaration avant que le Conseil de sécurité ne se soit réuni et ait adopté une résolution qui donnerait la sanction des Nations Unies à une opération de ce genre. On ne tint pas compte du conseil donné par le Canada et certains